

## **Montée en débit**

### *Réponse à la Consultation publique de l'ARCEP*

Numericable participe aujourd'hui déjà activement à la montée en débit des territoires en France, par des investissements dans des réseaux fibre en propre, à travers une rénovation de son réseau permettant de proposer des offres téléphoniques, Internet allant jusqu'à des débits de 30 ou 100 Mbits/s, et de télévision HD simultanée. Le réseau de Numericable constitue ainsi une solution immédiate de très haut débit dans des zones où il est implanté et où l'ADSL connaît des difficultés, y compris en première couronne parisienne.

Grâce à près de 4,2 millions de foyers raccordables par Numericable par divers solutions FTTX et HFC, la France dispose en tout état de cause de plus de 30% de la base installée de FTTB/FTTH d'Europe, selon le FTTH Council.

Ces déploiements sont effectués non seulement dans la zone 1 pour près de 3,1 millions de prises, mais également dans des villes de la zone 2 pour près de 1,1 millions de prises.

Les derniers projets récemment montés en partenariat avec les collectivités concernent des villes comme Sarreguemines (18 000 prises), Épinal (26 000 prises), les villes de l'EPARI dans le Rhône (250 000 prises) et le projet de sa filiale Sequalum dans les Hauts-de-Seine (830 000 prises), qui porteront à près de 5,3 M de lignes le parc installé de lignes à très haut débit en France.

### ***Sur la montée en débit attendue par les consommateurs et réalisable par les opérateurs (question 1 et 2)***

L'amélioration des débits des communications électroniques en France est la rencontre d'une demande et d'une offre.

Du côté de la demande, Numericable observe une forte pression de la part des consommateurs tenus à l'écart du haut débit (ou bénéficiant de débits inférieurs à 2 Mbit/s) pour y accéder, ainsi qu'une demande forte de certaines collectivités locales pour des débits bien supérieurs pour leurs administrés.

Du côté de l'offre, la réponse des opérateurs à cette montée en débit est pragmatique. Pour un opérateur privé agissant dans des conditions de marché, la voie rationnelle consiste à effectuer une montée dans l'échelle de ses investissements, dans toutes les zones, en choisissant des solutions de type FTTx, qu'elles passent par le raccordement à la sous-boucle de France Télécom ou par le déploiement de la fibre plus loin dans un réseau en propre.

C'est d'ailleurs ce qu'a relevé le FTTH Council, qui précise que toutes les architectures du type FTTH/B, VDSL, FTTLA, FTTx+LAN, mais plus particulièrement le FTTB, sont les solutions les plus adaptées pour une montée en débit dans de nombreux pays, y compris dans les zones densément peuplées.

La montée dans l'échelle des investissements est d'ailleurs un principe qui a toujours prévalu dans les déploiements des réseaux télécom, de la téléphonie au haut débit, qui a été mis en œuvre par les régulateurs.

Ainsi concernant la téléphonie au début de la décennie 2000, l'ARCEP a fixé, en cohérence avec cet objectif de montée en investissement, les tarifs régulés de France Télécom du double transit, du simple transit et de l'intra-CA, et joué sur l'écart entre ces tarifs pour favoriser, avec succès, un déploiement aux CA des opérateurs téléphoniques.

Ainsi également dans les années suivantes, l'ARCEP a toujours régulé en cohérence, et dans le même esprit, le haut débit, avec une régulation conjointe des tarifs du bitstream et du dégroupage, de sorte de maintenir un espace économique pour les opérateurs investisseurs.

Pour le très haut débit, si l'ARCEP veut encourager des investissements privés dans la fibre, il est nécessaire de remettre à jour cette politique de régulation tarifaire globale, qui tient compte à la fois très en amont des offres de capacité (à la base de la constitution des réseaux et dont les tarifs trop bas n'incitent aujourd'hui pas à des investissements fibre alternatifs dans les tronçons intermédiaires des réseaux), en amont des offres traditionnelles du haut débit comme le bitstream ou le dégroupage (dont les tarifs bas limitent de fait les investissements en fibre dans les derniers tronçons), et en aval les éventuelles offres de dégroupage à la sous-boucle locale.

### ***Sur l'intervention des collectivités locales et la compatibilité de cette intervention avec le droit de la concurrence (questions 4 et 5)***

Numericable a relevé comme l'ARCEP les différentes contraintes concurrentielles pesant sur les possibilités d'interventions des collectivités locales dans les différentes zones (noire, blanche ou grises, du haut ou très haut débit, dépendant notamment de la présence de réseaux alternatifs), notamment depuis que la Commission européenne les a explicitées dans son document de lignes directrices.

Ainsi, les critères de la Commission, qui reposent sur les critères d'Altmark, appellent au préalable la définition d'un SIEG et l'attribution de la réalisation à un délégataire, et consistent à s'assurer que :

- le bénéficiaire de la compensation est bien en charge de l'exécution du SIEG, dont les objectifs ont été clairement définis et justifiés ;
- le calcul économique de la compensation est transparent et objectif et n'avantage pas son bénéficiaire par rapport à ses concurrents ;
- la compensation ne rémunère que le surcoût net lié à l'exécution du SIEG ;
- en l'absence d'une procédure de marché public, le montant de la compensation est basé sur un modèle de coût appliqué à une entreprise bien gérée et efficace.

Dans ce cadre, et comme le suggère l'Autorité (question 4) un projet public peut effectivement se baser sur la définition d'objectifs de qualité de service aux utilisateurs finals. Ces critères peuvent être par exemple des critères d'universalité de couverture, de débits substantiellement plus élevés ou de péréquation tarifaire entre des zones de densité et donc rentabilité très différentes.

La validation, par la Commission européenne, du projet de Sequalum dans les Hauts-de-Seine, de façon concomitante à la définition de la jurisprudence concurrentielle, est un cas d'école de mise en pratique de cette jurisprudence.

Ainsi notamment, les modalités de calcul et de fixation de la subvention accordée, obéissant aux critères d'Altmark, a bien fait l'objet d'une définition au préalable, très clairement reliée aux objectifs du SIEG, et s'assurant de l'absence de surcompensation.

Ce schéma de déploiement et d'organisation, validé par la jurisprudence concurrentielle, donne donc aux collectivités un modèle concret :

- d'organisation technique ;
- de montage financier ;
- de structure juridique.

***Sur la définition technique du dégroupage à la sous-boucle locale de France Télécom***

Numericable ne se prononce pas à ce stade sur les schémas techniques proposés.